



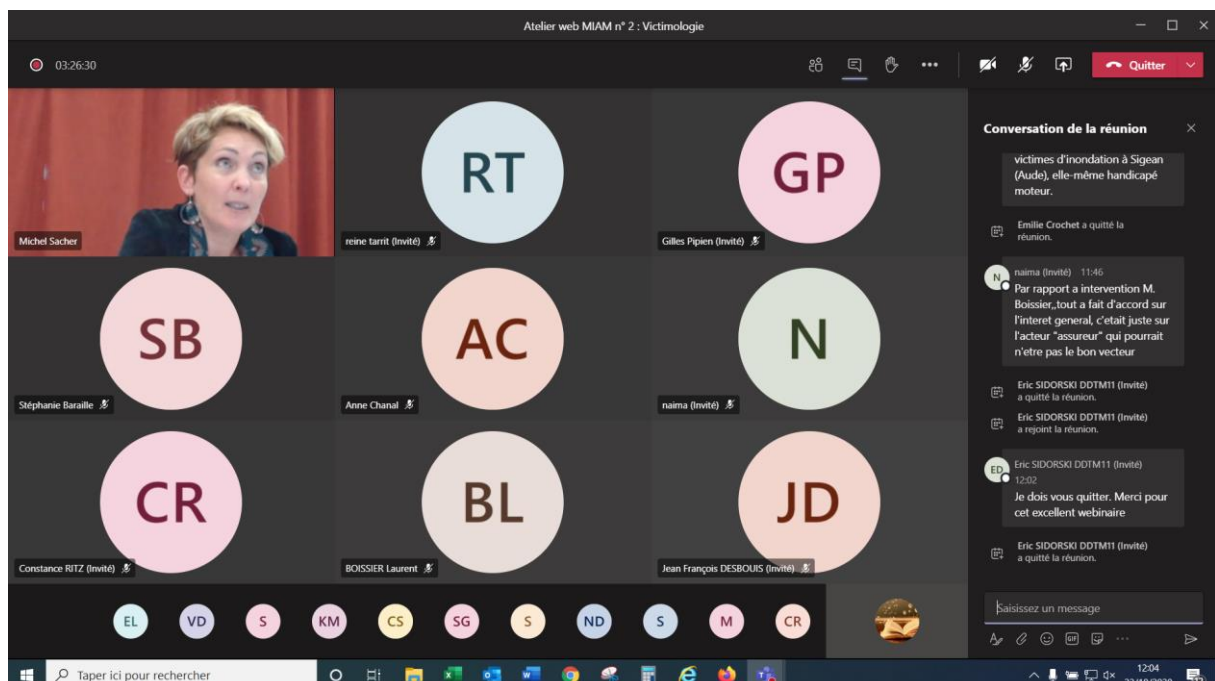
Atelier 2 : Inondation & victimologie Compte rendu

INTERVENANTS :

- ✓ Ghislaine Verrhiest-Leblanc : MIAM (Mission Interrégionale Inondations Arc Méditerranéen)
- ✓ Gilles Pipien : CGEDD
- ✓ Freddy Vinet : Université Montpellier 3
- ✓ ANNE Chanal : CEREMA
- ✓ Laurent Boissier : GENERALI
- ✓ Reine Tarrit : CEREMA

HORAIRES : 9H30 À 12H15

Nombre total de participants 29 (sur les 50 inscrits initialement).



LIEN POUR ACCÉDER AU SUPPORT DE PRÉSENTATION UTILISÉ :

http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=12996

LIEN POUR REVOIR LE WEBINAIRE :

<https://www.youtube.com/watch?v=n8nhom2WslM>

INTRODUCTION PAR GHISLAINE VERRHIEST-LEBLANC

Sauver des vies : c'est l'objectif prioritaire de nos actions en matière de prévention des risques. Mais pour cela, il faut analyser les causes de cette victimologie. Il est donc nécessaire de capitaliser, suivre et étudier les données en la matière.

De 1990 à 2020, il y a environ 350 morts directs liés aux inondations. C'est peu par rapport à d'autres risques (par exemple le risque routier ou les accidents domestiques...) mais cela nous interroge sur la vulnérabilité des populations exposées et la préparation à faire face à de futures inondations majeures, plus intenses et plus nombreuses du fait du changement climatique.

ÉTAT DES LIEUX, QUANTITATIF ET QUALITATIF

Présentation Freddy Vinet :

Contexte : directive européenne de 2007 qui demande de réduire l'impact des inondations sur la santé humaine. Les décès ne sont qu'une partie... Il existe des décès différés.

Travaux français et chiffres en Europe

Bases de données accessibles en ligne :

- ✓ **La base de données internationale sur les catastrophes** (International Disaster Database) fournit des données, des tendances et des cartes sur les catastrophes naturelles et technologiques pour faciliter l'action humanitaire aux niveaux national et international. En 1988, le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED, pour Centre for Research on the Epidemiology of Disasters) a lancé la base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT, pour Emergency Events Database). EM-DAT a été créé avec le soutien initial de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du gouvernement belge (tenue par l'Université catholique de Louvain). Elle ne traite que des catastrophes ayant engendré plus de 10 victimes.

Munich-Re, Swiss-Re ont d'autres bases. Une cartographie est possible avec EM-DAT.

- ✓ **BD VICTIN** : multi partenariale, gérée par l'Université Montpellier 3 (avec Laurent Boissier et des étudiants), recense uniquement les décès liés aux inondations, de 1980 à 2019 dans les départements de l'arc méditerranéen. Uniquement décès immédiats et directs, car il y a plus d'incertitude pour les décès différés et indirects.

Les données sont téléchargeables librement sur :

<https://data.mendeley.com/datasets/rh9mx7fh7b/1/files/9acff6b1-bb3c-45fb-8adf-4b766463de23>

La démarche : les décès liés aux inondations ne sont pas liés au hasard. Il faut :

- Rechercher les conditions, les degrés d'exposition, l'intensité de l'aléa, les comportements ; qui peuvent être connus et sur lesquels on peut agir.
- Cibler le profil des personnes et les circonstances, pour connaître la vulnérabilité des personnes.
- La mesure de l'impact humain permet la comparaison dans le temps et l'espace et être utilisé comme indicateur de l'efficacité de la prévention, mais aussi du changement climatique, et montrer des tendances dans l'évolution des vulnérabilités...

On constate, depuis les années 80, une reprise de la mortalité qui peut être due à l'augmentation des enjeux dans les zones inondables et/ou l'augmentation de l'aléa (ce sont des hypothèses à vérifier).

Il existe un réseau de chercheurs au niveau européen qui travaille sur les mêmes problématiques des victimes liées aux inondations, avec les mêmes méthodes et les mêmes protocoles. Des publications sont disponibles.

Présentation Anne Chanal :

Action en cours avec la MIIAM : étude de faisabilité pour la mise en place d'un observatoire.

Quelques expériences au Cerema et des recommandations (vulnérabilité, niveau refuge, culture du risque...).

État des lieux à partir d'une veille du Cerema (depuis 2010), des bases existantes et des bulletins de l'État.

Depuis 2010 : 42 événements recensés et 132 victimes : tous les départements ont été touchés, quelques départements avec de nombreuses victimes liées à un seul événement.

Environ 5 événements par an. Moins de 15 victimes par an. Quelques événements très meurtriers.

Pour un observatoire, il faudrait des recherches très poussées...

Temps d'échange

Remarques/questions de Ghislaine Verrhiest : Complexité à trouver les données, victimes directes et indirectes, victimes différées... quelles pistes pour être plus exhaustif ? 350 morts par an, n'est-ce pas la partie immergée de l'iceberg ? Les données sont éparpillées, ne faut-il pas les regrouper dans une base commune, cohérente et multi partenariale ?

Freddy Vinet : L'exhaustivité demanderait des enquêtes de terrain complexes. En particulier pour établir le lien direct entre l'inondation et le décès.

L'ARS et l'INVS ont mené des études à la suite des inondations :

- ✓ Impacts sanitaires des inondations de juin 2013 dans le Sud-Ouest
- ✓ Suivi sanitaire des personnes âgées résidant en établissement après un déplacement en urgence dû aux inondations survenues dans le Var en juin 2010
- ✓ Exposition aux facteurs de stress et impact psychosocial (syndrome de Takotsubo).

Avoir accès aux données postérieures aux opérations de secours est difficile (données hospitalières, consommation de psychotropes...). Il existe une étude réalisée après les événements du Gard en 2002.

Kelman (voir diaporama) a essayé de donner une définition du « décès inondation ».

Il serait utile de connaître les impacts sur les EHPAD (décès prématurés dus aux ruptures de traitement ou au changement d'environnement...).

Ghislaine Verrhiest : La MIIAM, en collaboration avec l'ARS et la DGPR, a commencé il y a quelques semaines une étude sur le risque d'inondation dans les EHPAD, leur vulnérabilité et les conséquences directes et indirectes des inondations.

Gilles Pipien : Le travail de l'université de Montpellier montre qu'il faut aller plus loin que la directive européenne, en mettant en exergue les questions de santé (et pas seulement de mortalité). Les décès immédiats ne sont qu'une petite partie des victimes totales ; ceci pose la question de la définition du décès (comme pour les accidents de la route) : un décès de la route est un décès constaté dans les 30 jours. C'est un point clé.

Il faut absolument travailler avec *Santé Publique France*, les CIRE, et au-delà du recueil de donnée, il faut un regard croisé pour faire avancer des leçons et d'éventuelles solutions.

QUEL INTÉRÊT ? QUELS USAGES ?

Présentation Laurent Boissier :

Analyse qualitative de la victimologie : quels enseignements et actions de prévention possibles

Voir support de présentation

Les chiffres collectés dans nos bases montrent qu'il y a plus de prises de risques lors des « petits » évènements (utilisation du véhicule notamment), alors que les décès lors de grands évènements sont plutôt dus à la vulnérabilité du bâti.

Si on constate des victimes nombreuses dans les habitations à étage, c'est à cause de la prise de risque des habitants qui cherchent à sauver des biens (vulnérabilité active).

Les « petits » bassins versants (<100 km²) regroupent environ la moitié des victimes, ce qui met en question les notions de prévention, de prévision des crues, d'instrumentation sur des petits cours d'eau, dangereux en période de crue.

Présentation Ghislaine Verrhiest :

Exemple de campagne de communication sur les comportements à risque

Voir support de présentation

La clé pour réduire le nombre de victime est la prise de conscience du public et l'autoévaluation de sa vulnérabilité.

En plus de la campagne de l'État sur les bons comportements en cas d'inondation, la MIIAM cette année a choisi de communiquer sur les comportements à risque sur un mode graphique et visuel de la sécurité routière.

Temps d'échange

Laurent Boissier : Il y a une question à approfondir, pendant les grands évènements, sur l'évacuation ou pas, si on a un refuge...

Ghislaine Verrhiest : La préfecture des Alpes-Maritimes prend systématiquement des mesures en cas de vigilance annoncée : fermeture d'écoles, de centres commerciaux...mais on peut se faire surprendre par un système orange très rapide, comme le 11 juin 2020 en Corse. Dans ce cas-là, le seul refuge est la maison...

Dans la grande majorité des cas, on est à l'abri dans une maison, c'est d'ailleurs la consigne des autorités, mais on a vu, lors des derniers évènements de début octobre dans les Alpes-Maritimes, que des catastrophes exceptionnelles peuvent aussi détruire des abris paraissant sûrs. Il faut retravailler sur cette communication.

Il faut aussi prendre en compte les cas des personnes refusant d'évacuer...

Naima Catz : Les supports de communication sont très bons. Il faut travailler avec les jeunes. Sur le département du Tarn, une initiative a été prise pour accompagner une compagnie de théâtre vers les jeunes publics.

Ghislaine Verrhiest : La MIIAM a réalisé des documents vers les enfants : cahier de jeu et d'activités, dossier pédagogique, livret d'autoévaluation (personnalisables par les structures locales et à disposition de tous). Une pièce de théâtre est aussi en préparation, pour inciter au débat entre les parents et les enfants. Pour 2021, des performances artistiques mobilisant le citoyen sont en préparation.

Jean-François Desbouis : Il faut tenir compte d'une incompatibilité entre la gestion des inondations et la politique du logement qui préconise aménager les rez-de-chaussée des habitations pour les personnes âgées ou à mobilité réduite.

Par rapport à la campagne d'information, une initiative est en cours pour proposer de nouvelles initiatives et une communication scientifique vulgarisée, sur les risques naturels et technologiques (Fred et Jamie). Un comité d'experts a été créé.

MÉTHODOLOGIES DE RECUEIL

Présentation Gilles Pipien :

Quelques pratiques dans d'autres domaines

Gilles Pipien : Les décès immédiats ne représentent qu'une petite partie des décès effectifs. Le recueil des données doit se faire : en continu, sur les signaux faibles, avec tous les acteurs.

Il faudrait d'ailleurs prendre exemple sur l'industrie qui systématise les retours d'expérience pour faire baisser les coûts importants de réparation des accidents. Il a été mis en place des dispositifs d'amélioration continue. Si on reportait le coût des inondations par rapport au nombre de victimes, le ratio serait assez équivalent à ce qu'on connaît dans l'industrie... et cette présentation pourrait interpellé les assureurs et les collectivités qui supportent la majeure partie des coûts.

En matière de sécurité routière, la mobilisation a commencé en 1976, avec le constat qu'il y avait 16 000 décès par an sur les routes. Nous en sommes aujourd'hui à 3 500, alors que la circulation a explosé. C'est un exemple de politique publique qui a été menée avec succès. La première chose et la base : tout accident mortel ou entraînant un blessé corporel fait l'objet d'un constat des forces de l'ordre. Il remonte donc sur les 15 000 à 20 000 accidents constatés par aujourd'hui, des données dans une base centralisée animée par l'observatoire national d'information sur la sécurité routière. Celui-ci mobilise 3 ministères : l'Écologie, l'Intérieur et l'Industrie. Il y a auprès de chaque préfet un chargé de mission sécurité routière, qui fait travailler ensemble les collectivités territoriales et les différents services de l'État. Et ont été mises en place les enquêtes REAGIR (aujourd'hui ECPA - enquête comprendre pour agir).

Les enquêtes sur accidents du travail sont aussi systématiques.

Mais le nombre de victimes des inondations est faible (10 à 15 morts par an) par rapport à d'autres sujets (mortalité routière ou par accident du travail).

On ne peut pas transposer les méthodes et faire peser le recueil des données sur des services locaux qui n'auront pas de routine suffisante pour le faire de manière systématique.

Il faudrait proposer à la fois un dispositif centralisé de spécialistes et une animation du système par des acteurs locaux : maires, médecins, services d'urgence (il existe dans les SDIS des fiches d'intervention, mais elles ne sont pas normalisées).

Présentation Laurent Boissier :

Pratiques françaises et européennes dans le cadre des inondations

Voir support de présentation

Question d'Éric Sidorsky : À partir du moment où des personnes ont été impactées, peut-on leur poser des questions sur leur connaissances (le caractère inondable de leurs biens), sur le comportement qu'ils ont adopté ? Les assureurs peuvent-ils faire ces enquêtes ?

Réponse de Laurent Boissier : Generali porte auprès de ses assurés des conseils de comportement en amont des événements, à travers des campagnes de communication saisonnières (pluies méditerranéennes, tempêtes hivernales cyclones en outre-mer).

Dans le cadre des activités de R&D de Generali, il n'est pas exclu de travailler sur cette thématique. Il faut prendre en compte un « temps » de disponibilité des personnes sinistrées après un événement : après la constatation des dégâts, du début de la reconstruction, etc. Quelques semaines à quelques mois sont nécessaires, pour des questions sociologiques ou psychologiques, pour extérioriser les vécus.

Il est parfois difficile de faire un bilan rapide et des enquêtes auprès d'assurés, du fait des difficultés d'accès aux territoires impactés (cf. haut pays maralpin).

Ces enquêtes ne sont pas encore systématiques.

Question Ghislaine Verrhiest : les assureurs pourraient-ils jouer ce rôle de vecteur de retour d'expérience auprès des assurés ?

Réponse de Laurent Boissier : C'est envisageable. Chez Generali il existe un programme « life-time partner ». Notre compagnie s'est associée à Prédicit pour avec « Generali Prévention Météo » qui permet

de pousser des alertes météo par commune avec des conseils de prévention et mesures de comportement.

Pour aller plus loin, nous poussons également à nos assurés qui ont été sinistrés des SMS sur le volet déclaratif et indemnisation. À l'avenir, il est possible d'envisager de diffuser des questionnaires pour mesurer le retour sur investissement de nos actions de prévention.

Le service « Generali Prévention Météo » donne satisfaction aux clients car il n'y a qu'un très faible taux de désinscription volontaires de la part des assurés.

Ghislaine Verrhiest (pour donner suite au tchat) : L'écoute de la population permet de compiler de la donnée importante pour le retour d'expérience. Mais le traitement des questionnaires doit être anonymisé, pour éviter la recherche de responsabilités individuelles, comme dans tout REX.

Laurent Boissier : La crainte des assurés, s'ils répondent à un questionnaire, c'est l'impact sur leur contrat d'assurance. L'enjeu de l'assureur est de dire c'est un jeu gagnant-gagnant pour faire diminuer la sinistralité, qui jouera, *in fine*, sur la plus faible progression des primes. Alors qu'on est, d'après la CCR, sur une tendance du doublement du coût des catastrophes à l'horizon 2040.

Question de Constance Ritz : y a-t-il eu des expériences pour adapter la communication en temps de crise en fonction de certains publics ?

Réponse de Laurent Boissier : C'est un des sujets sur lesquels nous aimerions travailler : la sociologie et l'efficacité des actions de prévention. Quel est le meilleur moyen de les personnaliser ? Il y a des questions de RGPD, mais c'est un vrai sujet.

Présentation Reine Tarrit :

Enquête en cours dans le cadre de l'étude MIAM Cerema

Voir support de présentation

Certaines données détenues par des services de l'État ne sont pas fournies, par crainte de la légitimité du demandeur.

Les enquêtes (contenant des informations précises) ne sont pas systématiques.

Pour obtenir les procès-verbaux, il faut l'accord du procureur de la république.

PERSPECTIVES

Présentation Ghislaine Verrhiest :

Dispositif Agile

Il existe un besoin de compilation de données ; elles seront utiles pour une vision globale du risque d'inondation, à côté des données financières des assureurs.

Il est nécessaire de communiquer sur l'intérêt et l'usage d'un tel recueil.

Mais il faut donner une légitimité aux acteurs chargés de regrouper les informations. Il serait utile de créer un réseau d'acteurs (services de l'État, universitaires, représentants du territoire, forces de l'ordre, acteurs de la santé de la justice, assureurs...) fédérés autour d'une entité.

Sans cette légitimité, projeter aujourd'hui des personnes qui enquêtent sur un territoire ne marchera pas. Il y a une stratégie à développer en associant le niveau local.

On pourrait proposer un système « agile » et flexible, déclenché sur événement et composé d'un noyau dur avec renforcement par des équipes dédiées (organisation en réseau d'acteurs).

La question de la formation de cette équipe est importante, car travailler sur des victimes est difficile psychologiquement, il y a des questions de confidentialité, de temporalité, etc.

QUESTIONS / REMARQUES SUR LE FIL DE LA CONVERSATION

- ✓ La question des évacuations et des "obligations" à évacuer ou non est un vrai sujet et un véritable problème, pas seulement sur la zone ARCMED. Nombreuses collectivités s'interrogent sur le vide juridique et le manque de moyens sur ce point
- ✓ Je serais aussi intéressé de recueillir la réaction des personnes ayant subi une inondation et ayant survécu : connaissance du caractère inondable, comportements adoptés. Un questionnaire peut-il être distribué par les experts d'assurances lors du constat des dégâts ?
- ✓ Le département du Gard avait déjà fait des campagnes sur les bons comportements depuis plusieurs années
- ✓ Savez-vous si des travaux sur l'adaptation de la communication "dans l'événement" ont déjà été menés ?

APPRÉCIATIONS SUR LE FIL DE LA CONVERSATION (TCHAT EN DIRECT)

- ✓ Merci pour cet excellent webinaire
- ✓ Atelier très intéressant pour agir en prévention ! Merci beaucoup !!!!
- ✓ Bravo
- ✓ Merci.
- ✓ Dans mes formations, vidéos " regards d'enfants " très appréciées !
- ✓ Très bons supports de communication ! Nécessaire accompagnement des personnes qui ont connu un stress dépassé devant une situation de chaos telle que arrière-pays niçois. Merci pour apports sur vulnérabilité du bâti !

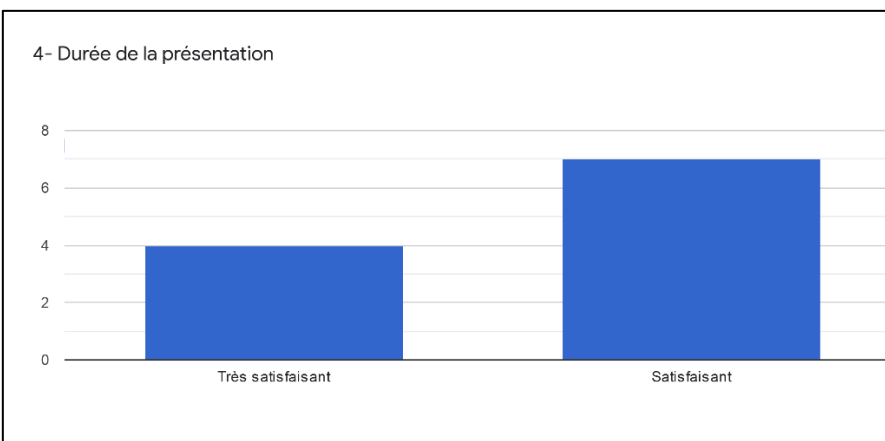
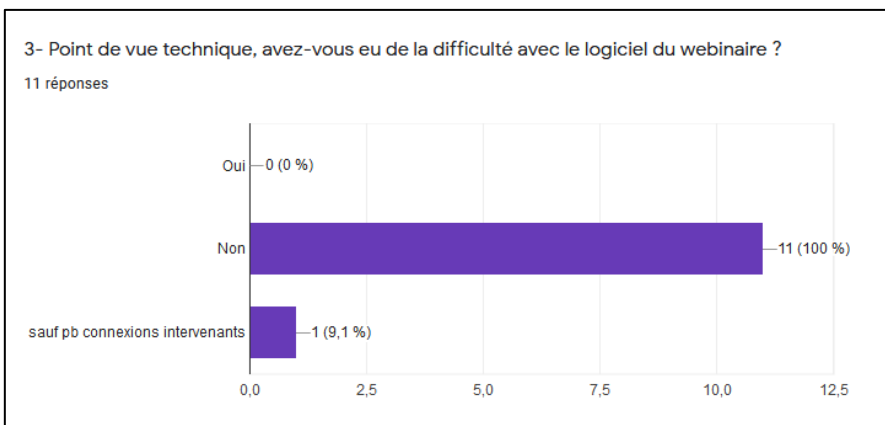
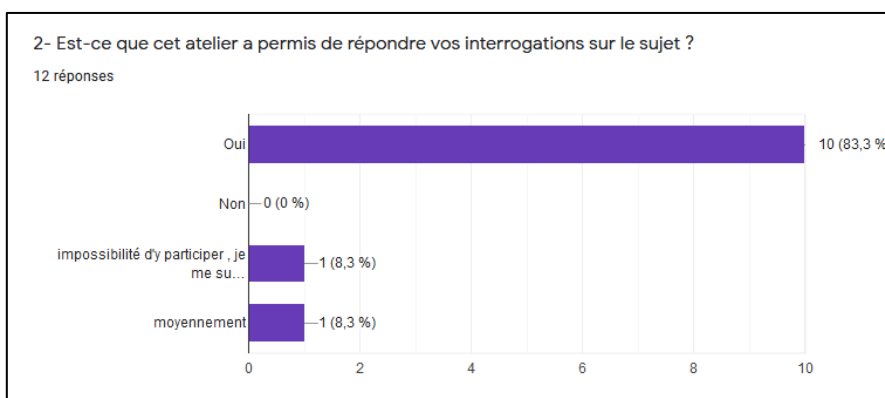
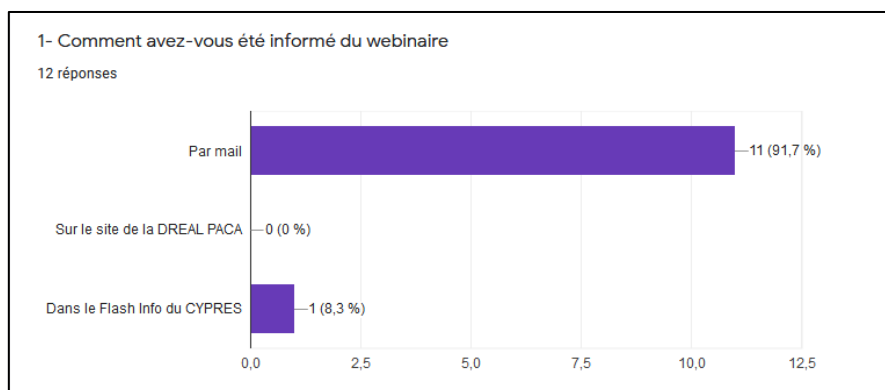
VOS REMARQUES OU SUGGESTIONS

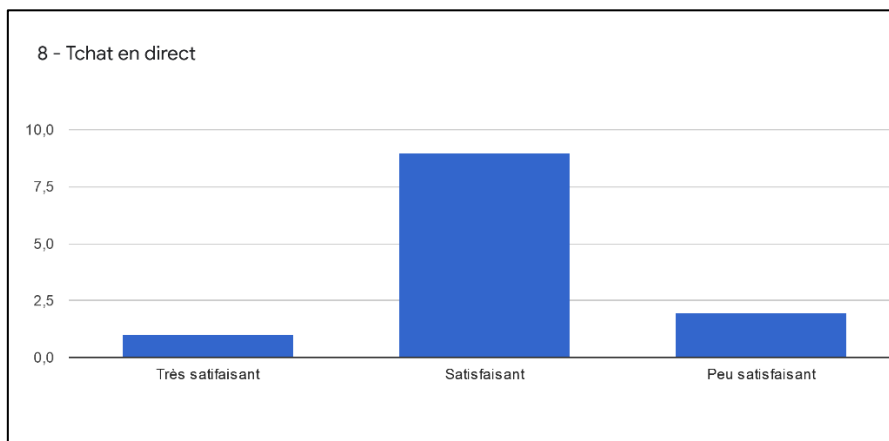
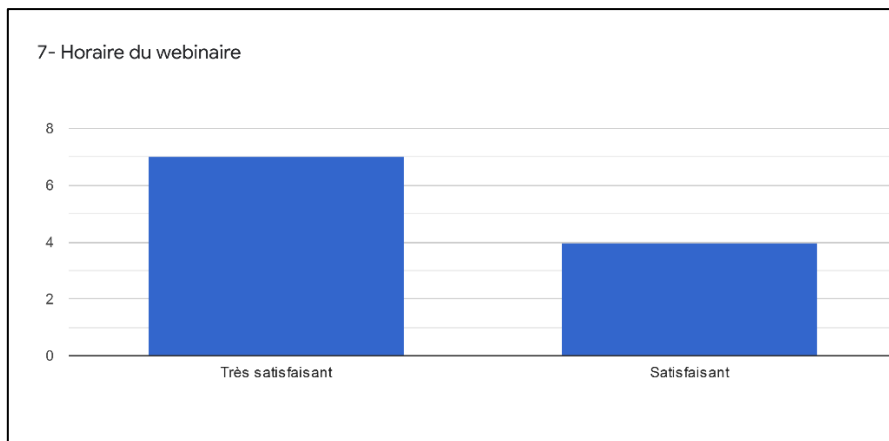
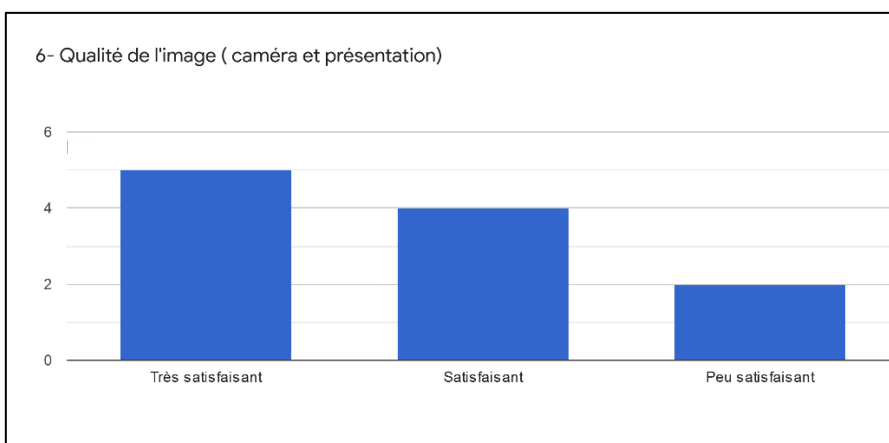
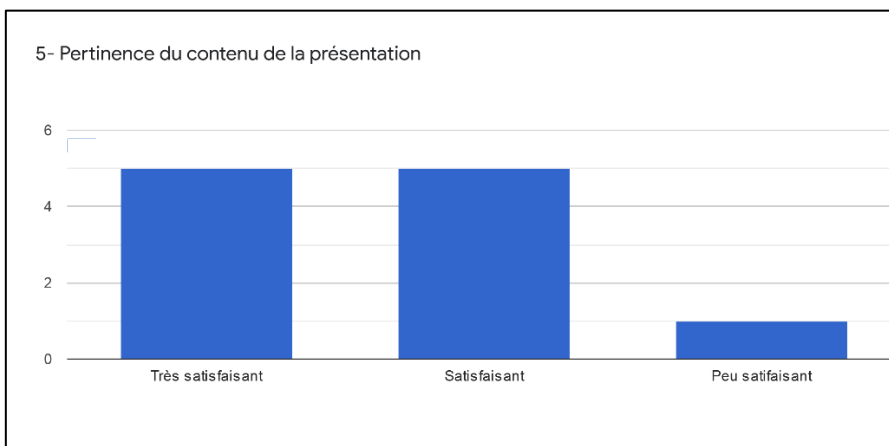
6 réponses

- ✓ S'assurer en amont d'un bon rendu sonore des intervenants
- ✓ Organiser un webinaire de présentation des résultats
- ✓ Merci !
- ✓ Il y a eu (en raison de retard à la connexion je suppose ou de problème d'agenda) des interventions un peu dans le désordre la méthode après les résultats... Ça fait un peu brouillon. Mais le contenu était intéressant.
- ✓ Le contenu des présentations portait beaucoup sur la connaissance, les bases de données et peu sur les actions de prévention de la victimologie liée aux inondations, point sur lequel je m'attendais à avoir plus de contenu mais peut être le sujet est encore trop récent.
- ✓ RAS, quelques interventions trop "en amont" à mon goût en 2^{ème} partie mais 1^{ère} partie très intéressante

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS ISSUS DU QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION

12 réponses





ANNEXE - Liste des inscrits au webinaire

Nom - Prénom	Organisme	Courriel	Département
Auray Emilie	Région Provence Alpes Côte D'Azur	euray@maregionsud.fr	
BARAILLE Stéphanie	EPTB Vistre Vistrenque	stephanie.baraille@vistre-vistrenque.fr	Gard
BARBAROTTA Thomas	Métropole Aix-Marseille-Provence	thomas.barbarotta@ampmetropole.fr	Bouches-du-Rhône
BENSA Rozen	DDT84	rozen.bensa@vaucluse.gouv.fr	Vaucluse
BERNARD - Olivier	Ville d'Aubagne	olivier.bernard@aubagne.fr	Bouches-du-Rhône
BOISSIER Laurent	Generali	laurent.boissier@generali.com	
BONNETON Gaëlle	DREAL Corse	gaelle.bonneton@developpement-durable.gouv.fr	Corse du Sud
BORDY Jérôme	préfecture	jerome.bordy@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes
BOUBE Ibrahima	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement du Niger	ibrahimaboube@yahoo.fr	
Cabot Louis	ASTEE	louis.cabot@astee.org	
CATZ Naima	Parc Naturel Régional des Grands Causses	naima.catz@parc-grands-causses.fr	Aveyron
CAVALLEC Sabine	Cerema	sabine.cavellec@cerema.fr	
CHANAL Anne	CEREMA	Anne.Chanal@cerema.fr	Bouches-du-Rhône
CHARRIER - Franck	Cerema Méditerranée	franck.charrier@cerema.fr	Bouches-du-Rhône
COURTRAY Vincent	DDTM du Gard (30)	vincent.courtray@gard.gouv.fr	Gard
Crochet Emilie	DGSCGC	emilie.crochet@interieur.gouv.fr	
Dacharry Valérie	Étudiante	valerie.dacharry@gmail.com	
DANY Aude	Communauté de communes du golfe de Saint-Tropez	adany@cc-golfedesainttropez.fr	Var
DAYET Philippe	DDT26	philippe.dayet@drome.gouv.fr	Drôme
DELAMON Nicolas	SMIGA Tech-Albères	risques@syndicatdutech.fr	Pyrénées-Orientales
DELOBEL Vincent	Conseil départemental du Gard	vincent.delobel@sfr.fr	Gard
DUPLESSY Dominique	préfecture	dominique.duplessy@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes
Fourniol Olivier	DDT de l'Ardèche	olivier.fourniol@ardeche.gouv.fr	Ardèche
FUGIER Jennyfer	Métropole Toulon Provence Méditerranée	jfugier@metropoletpm.fr	Var
GERMANO Vincent	MAYANE	vincent.germano@mayane.eu	Hérault
Gominet Sébastien	Institut des Risques Majeurs	sebgominet@yahoo.fr	
GOYET PIETTE	METROPOLE TPM	pgoyet@metropoletpm.fr	Var
Granjon Antoine	SMBVA (Agly)	inondation.agly@gmail.com	Pyrénées-Orientales
GRIMALDI Marjorie	DLVA	mgrimaldi@dlva.fr	Alpes-de-Haute-Provence
HAMELIN Frédéric	Ministère de la Justice	frederic.hamelin@justice.gouv.fr	Haute-Garonne
Haziza Emma	Mayane	Emma.haziza@mayane.eu	Hérault
LAMBERT Tatiana	Région Sud Provence Alpes Côte D'Azur	tlambert@maregionsud.fr	Var
LEGROS Olivier	Ministère de l'Intérieur - DGSCGC - COGIC	olivier.legros1@interieur.gouv.fr	Gard
MANNESIEZ Fabrice	SPC Grand Delta	fabrice.mannessiez@developpement-durable.gouv.fr	
MARY Marlène	Formatrice AGC	marlene.mary@sfr.fr	Var
MATHIEU-SUBIAS Hélène	SMMAR	helene.mathieu-subias@smmar.fr	Aude
MONTANT Bertrand	Syndicat Mixte du Bassin du Lot	b.montant@valleedulot.com	Lot
MORVILLE Stéphanie	météo France	stephanie.morville@meteo.fr	Bouches-du-Rhône
NOVELLA Anne-Cécile	Préfecture	anne-cecile.novella@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes
PANSU Jean	MF/DIRSE/SPC Med-Est	jean.pansu@meteo.fr	Bouches-du-Rhône
PICOT Marion	Conseil Départemental de l'Aude	marion.picot@aude.fr	Aude
PIPIEN Gilles	CGEDD	gilles.pipien@developpement-durable.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
Ritz Constance	Ministère de l'Intérieur DGSCGC	constance.ritz@interieur.gouv.fr	
Sacher Michel	Cypres	msacher@cypres.org	Bouches-du-Rhône

SCHLOSSER Caroline	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes	caroline.schlosser@developpement-durable.gouv.fr	
SEGARD Louise-Adélie	SYCOSERP	louise-adelie.segard@sycoserp-couserans.fr	Ariège
SIDORSKI Eric	DDTM de l'Aude	eric.sidorski@aude.gouv.fr	Aude
TARRIT Reine	CEREMA	reine.tarrit@cerema.fr	Bouches-du-Rhône
TOFFIN SYLVIE	Préfecture	sylvie.toffin@alpes-maritimes.gouv.fr	Alpes-Maritimes
VANGREVELYNGHE Carole	Préfecture de zone - EMIZ Sud	carole.vangrevelynghe@interieur.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
Verrhiest-Leblanc Ghislaine	DREAL PACA - MIAM	ghislaine.verrhiest@developpement-durable.gouv.fr	Bouches-du-Rhône
VINET Freddy	Université Montpellier 3	freddy.vinet@univ-montp3.fr	Hérault
WATRIN Noël	Dréal Occitanie SPC-GTL	noel.watrin@developpementdurable.gouv.fr	Haute-Garonne